

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 3468

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(FRATTINI)

di concerto col Ministro dell'interno

(PISANU)

col Ministro della giustizia

(CASTELLI)

col Ministro della difesa

(MARTINO)

col Ministro dell'economia e delle finanze

(TREMONTI)

col Ministro delle attività produttive

(MARZANO)

col Ministro delle comunicazioni

(GASPARRI)

e col Ministro dell'istruzione, dell'università e della ricerca

(MORATTI)

(V. Stampato Camera n. 5106)

approvato dalla Camera dei deputati il 31 maggio 2005

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 1° giugno 2005*

Adesione della Repubblica italiana alla Convenzione sull'immatricolazione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico, fatta a New York il 14 gennaio 1975 e sua esecuzione

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

(Autorizzazione all'adesione)

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione sull'immatricolazione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico, fatta a New York il 14 gennaio 1975.

Art. 2.

(Ordine di esecuzione)

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo VIII, paragrafo 4, della Convenzione stessa.

Art. 3.

(Registro nazionale di immatricolazione)

1. È istituito il Registro nazionale di immatricolazione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico.

2. L'Agenzia spaziale italiana (ASI) cura l'istituzione e la custodia del Registro di cui al comma 1, nonché le annotazioni, che discendono dall'applicazione della Convenzione di cui all'articolo 1.

3. Sul Registro di cui al comma 1 è annotato ogni oggetto lanciato nello spazio extra-atmosferico:

a) da persone fisiche o giuridiche di nazionalità italiana o dalle stesse commissionato;

b) da una base di lancio situata in territorio nazionale o sotto il controllo italiano ad

opera di persone fisiche o giuridiche di altra nazionalità.

4. I soggetti di cui al comma 3 notificano all'ASI i lanci effettuati nello spazio extra-atmosferico, comunicando alla stessa:

a) il nome dello Stato o degli Stati di lancio, come definiti all'articolo I, lettera a), della Convenzione;

b) il nome o un appropriato appellativo dell'oggetto spaziale o il suo numero di immatricolazione;

c) la data, il territorio o il luogo di lancio;

d) la funzione generale e i parametri orbitali basilari dell'oggetto spaziale, inclusi il periodo nodale, l'inclinazione, l'apogeo e il perigeo.

5. I soggetti di cui al comma 3 notificano all'ASI l'eventuale abbandono dell'orbita terrestre da parte di oggetti iscritti nel Registro nazionale di immatricolazione.

6. L'ASI comunica le annotazioni effettuate sul Registro di cui al comma 1 al Ministero dell'istruzione, dell'università e della ricerca, al Ministero delle attività produttive e al Ministero degli affari esteri, che provvede agli adempimenti di carattere internazionale previsti dalla Convenzione.

Art. 4.

(Entrata in vigore)

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans
l'espace extra-atmosphérique

NATIONS UNIES
1975

CONVENTION
sur l'immatriculation des objets lancés
dans l'espace extra-atmosphérique.

LES ÉTATS PARTIES A LA PRÉSENTE CONVENTION,

RECONNAISSANT qu'il est de l'intérêt commun de l'humanité tout entière de favoriser l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

RAPPELANT que le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, en date du 27 janvier 1967, affirme que les États ont la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique et mentionne l'État sur le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique,

RAPPELANT également que l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, en date du 22 avril 1968, prévoit que l'autorité de lancement doit fournir, sur demande, des données d'identification avant qu'un objet qu'elle a lancé dans l'espace extra-atmosphérique et qui est trouvé au-delà de ses limites territoriales ne lui soit restitué,

RAPPELANT en outre que la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, en date du 29 mars 1972, établit des règles et des procédures internationales relatives à la responsabilité qu'assument les États de lancement pour les dommages causés par leurs objets spatiaux,

DÉSIREUX, compte tenu du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, de prévoir l'immatriculation nationale par les États de lancement des objets spatiaux lancés dans l'espace extra-atmosphérique,

DÉSIREUX en outre d'établir un registre central des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, où l'inscription soit obligatoire et qui soit tenu par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

DÉSIREUX également de fournir aux États parties des moyens et des procédures supplémentaires pour aider à identifier des objets spatiaux,

ESTIMANT qu'un système obligatoire d'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique faciliterait, en particulier, l'identification desdits objets et contribuerait à l'application et au développement du droit international régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article premier

Aux fins de la présente Convention:

(a) L'expression "État de lancement" désigne:

(i) Un État qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet spatial;

(ii) Un État dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial;

(b) L'expression "objet spatial" désigne également les éléments constitutifs d'un objet spatial, ainsi que son lanceur et les éléments de ce dernier;

(c) L'expression "État d'immatriculation" désigne un État de lancement sur le registre duquel un objet spatial est inscrit conformément à l'article II.

Article II

1. Lorsqu'un objet spatial est lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, l'État de lancement l'immatricule au moyen d'une inscription sur un registre approprié dont il assure la tenue. L'État de lancement informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la création dudit registre.

2. Lorsque, pour un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, il existe deux ou plusieurs États de lancement, ceux-ci déterminent conjointement lequel d'entre eux doit immatriculer ledit objet conformément au paragraphe 1 du présent article, en tenant compte des dispositions de l'article VIII du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, et sans préjudice des accords appropriés qui ont été ou qui seront conclus entre les États de lancement au sujet de la juridiction et du contrôle sur l'objet spatial et sur tout personnel de ce dernier.

3. La teneur de chaque registre et les conditions dans lesquelles il est tenu sont déterminées par l'État d'immatriculation intéressé.

Article III

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure la tenue d'un registre dans lequel sont consignés les renseignements fournis conformément à l'article IV.

2. L'accès à tous les renseignements figurant sur ce registre est entièrement libre.

Article IV

1. Chaque État d'immatriculation fournit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dès que cela est réalisable, les renseignements ci-après concernant chaque objet spatial inscrit sur son registre:

- (a) Nom de l'État ou des États de lancement;
- (b) Indicatif approprié ou numéro d'immatriculation de l'objet spatial;
- (c) Date et territoire ou lieu de lancement;
- (d) Principaux paramètres de l'orbite, y compris:
 - (i) La période nodale,
 - (ii) L'inclinaison,
 - (iii) L'apogée,
 - (iv) Le périgée;
- (e) Fonction générale de l'objet spatial.

2. Chaque État d'immatriculation peut de temps à autre communiquer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des renseignements supplémentaires concernant un objet spatial inscrit sur son registre.

3. Chaque État d'immatriculation informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans toute la mesure possible et dès que cela est réalisable, des objets spatiaux au sujet desquels il a antérieurement communiqué des renseignements et qui ont été mais qui ne sont plus sur une orbite terrestre.

Article V

Chaque fois qu'un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà est marqué au moyen de l'indicatif ou du numéro d'immatriculation mentionnés à l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'article IV, ou des deux, l'État d'immatriculation notifie ce fait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il lui communique les renseignements concernant l'objet spatial conformément à l'article IV. Dans ce cas, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies inscrit cette notification dans le registre.

Article VI

Dans les cas où l'application des dispositions de la présente Convention n'aura pas permis à un État partie d'identifier un objet spatial qui a causé un dommage audit État partie ou à une personne physique ou morale relevant de sa juridiction, ou qui risque d'être dangereux ou nocif, les autres États parties, y compris en particulier les États qui disposent d'installations pour l'observation et la poursuite des objets spatiaux, devront répondre dans toute la mesure possible à toute demande d'assistance en vue d'identifier un tel objet, à laquelle il pourra être accédé dans des conditions équitables et raisonnables et qui leur sera présentée par ledit État partie ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en son nom. L'État partie présentant une telle demande communiquera, dans toute la mesure possible, des renseignements sur la date, la nature et les circonstances des événements ayant donné lieu à la demande. Les modalités de cette assistance feront l'objet d'un accord entre les parties intéressées.

Article VII

1. Dans la présente Convention, à l'exception des articles VIII à XII inclus, les références aux États s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans la présente Convention et si la majorité des États membres de l'organisation sont des États parties à la présente Convention et au Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes.

2. Les États membres d'une telle organisation qui sont des États parties à la présente Convention prennent toutes les dispositions voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité du paragraphe 1 du présent article.

Article VIII

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Tout État qui n'aura pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des États signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention entrera en vigueur entre les États qui auront déposé leurs instruments de ratification à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Pour les États dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera sans délai tous les États qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification de la présente Convention ou d'adhésion à la présente Convention, de la date d'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que de toute autre communication.

Article IX

Tout État partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque État partie à la Convention acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des États parties à la Convention et, par la suite, pour chacun des autres États parties à la Convention, à la date de son acceptation desdits amendements.

Article X

Dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la question de l'examen de la Convention sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à l'effet d'examiner, à la lumière de l'application de la convention pendant la période écoulée, si elle appelle une révision. Toutefois, cinq ans au moins après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, une conférence des États parties à la présente Convention sera convoquée, à la demande d'un tiers desdits États et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, afin de réexaminer la présente Convention. Ce réexamen tiendra compte en particulier de tous progrès techniques pertinents, y compris ceux ayant trait à l'identification des objets spatiaux.

Article XI

Tout État partie à la présente Convention peut, un an après l'entrée en vigueur de la Convention, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette notification prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

Article XII

La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en enverra des copies dûment certifiées à tous les États qui auront signé la Convention ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à New York, le quatorze janvier mil neuf cent soixante-quinze.

CONVENZIONE SULL'IMMATRICOLAZIONE DEGLI OGGETTI
LANCIATI
NELLO SPAZIO EXTRA -ATMOSFERICO

NAZIONI UNITE

1975

**CONVENZIONE SULL'IMMATRICOLAZIONE DEGLI OGGETTI
LANCIATI
NELLO SPAZIO EXTRA-ATMOSFERICO**

Gli Stati parti alla presente Convenzione.

Riconoscendo che è d'interesse comune dell'intera umanità di favorire l'esplorazione e l'utilizzazione dello spazio extra-atmosferico a fini pacifici,

Ricordando che il Trattato sui principi che gestiscono le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compreso la luna ed altri corpi celesti, del 27 gennaio 1967, afferma che gli Stati hanno la responsabilità internazionale delle attività nazionali nello spazio extra-atmosferico, e menziona lo Stato nel cui registro è iscritto un oggetto lanciato nello spazio extra-atmosferico;

Ricordando altresì che l'Accordo sul salvataggio degli astronauti, sul rientro degli astronauti e sulla restituzione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico, del 22 aprile 1968, prevede che l'Autorità di lancio deve fornire su richiesta dei dati d'identificazione prima le sia restituito un oggetto da essa lanciato nello spazio extra-atmosferico, e che è stato rinvenuto al di là dei suoi limiti territoriali;

Ricordando inoltre che la Convenzione sulla responsabilità internazionale per i danni causati da oggetti spaziali, del 29 marzo 1972, stabilisce regole e procedure internazionali relative alla responsabilità che si assumono gli

Stati di lancio per i danni causati dai loro oggetti spaziali,

Desiderosi, in considerazione del Trattato sui principi che gestiscono le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compresa la luna ed altri corpi celesti, di prevedere immatricolazione nazionale, da parte degli Stati di lancio, degli oggetti spaziali lanciati nello spazio extra-atmosferico,

Desiderosi inoltre di istituire un registro centrale degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico, in cui l'iscrizione sia obbligatoria e che sia tenuto dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Desiderosi inoltre di fornire agli Stati parte mezzi e procedure supplementari per aiutarli ad identificare gli oggetti spaziali,

Ritenendo che un sistema obbligatorio d'immatricolazione degli oggetti lanciati nello spazio extra-atmosferico faciliterebbe in modo particolare l'identificazione di tali oggetti, contribuendo all'applicazione ed allo sviluppo del diritto internazionale che regola l'esplorazione e l'utilizzazione dello spazio extra-atmosferico,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

Ai fini della presente Convenzione:

- a) L'espressione "Stato di lancio" significa:
 - i) Uno Stato che procede o fa procedere al lancio di un oggetto spaziale;
 - ii) Uno Stato il cui territorio o i cui impianti servono al lancio di un oggetto spaziale;
- b) L'espressione "oggetto spaziale" designa inoltre gli elementi

costitutivi di un oggetto spaziale, nonché il lanciatore e gli elementi di quest'ultimo;

- c) L'espressione "Stato d'immatricolazione" indica uno Stato di lancio sul cui registro è iscritto un oggetto spaziale secondo l'articolo II.

Articolo II

1. Quando un oggetto spaziale è lanciato su un'orbita terrestre o al di là, lo Stato di lancio lo immatricula per mezzo di un'iscrizione in un registro appropriato di cui assicurerà la tenuta. Lo Stato di lancio informa il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite dell'istituzione di detto registro.
2. Qualora esistano, per un oggetto spaziale lanciato in un'orbita terrestre o al di là, due o più Stati di lancio, questi ultimi determinano di comune accordo quale tra di loro deve immatricolare questo oggetto, in conformità al paragrafo 1 del presente articolo ed in considerazione delle norme dell'articolo VIII del Trattato sui principi che gestiscono le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compresa la luna e gli altri, corpi celesti, e fatto salvo ogni accordo appropriato che è stato o che sarà stipulato fra gli Stati di lancio riguardo alla giurisdizione ed al controllo sull'oggetto spaziale e su qualsiasi personale di quest'ultimo.
3. Il tenore di ciascun registro e le condizioni in cui è tenuto, sono determinate dallo Stato d'immatricolazione interessato.

Articolo III

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite provvede, a mantenere un registro nel quale sono riportate le informazioni fornite secondo l'articolo IV.
2. L'accesso a tutte le informazioni che figurano in questo registro è

completamente libero.

Articolo IV

1. Ciascuno Stato d'immatricolazione fornisce al Segretario Generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite, non appena realizzabile, le seguenti informazioni relative a ciascun oggetto spaziale iscritto nel suo registro:
 - a) Nome dello Stato o degli Stati di lancio;
 - b) Indicativo appropriato o numero d'immatricolazione dell'oggetto spaziale;
 - c) Data e territorio o luogo di lancio;
 - d) Principali parametri dell'orbita, ivi compreso:
 - i) il periodo nodale,
 - ii) l'inclinazione,
 - iii) l'apogeo,
 - iv) il perigeo,
 - e) Funzione generale dell'oggetto spaziale.
2. Ciascuno Stato d'immatricolazione può periodicamente comunicare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, informazioni supplementari relative ad un oggetto spaziale iscritto nel suo registro.
3. Ciascuno Stato d'immatricolazione informa il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per quanto possibile e non appena ciò sia realizzabile, circa gli oggetti spaziali per i quali ha precedentemente comunicato informazioni e che sono stati, ma non lo sono più, su un'orbita terrestre.

Articolo V

Ogni qualvolta un oggetto spaziale lanciato su un'orbita terrestre o al di là, viene contrassegnato con l'indicativo o numero d'immatricolazione di cui nel capoverso b) del paragrafo 1

dell'articolo IV, o con entrambi, lo Stato d'immatricolazione nel comunicare le informazioni relative all'oggetto spaziale secondo l'articolo IV, notifica questo fatto al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. In tal caso, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite iscrive la notifica nel registro.

Articolo VI

Qualora l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione non abbia consentito ad uno Stato parte di individuare un oggetto spaziale che gli ha arrecato un danno, o che ha causato danni ad una persona fisica o giuridica sottoposta alla sua giurisdizione, o che rischia di essere pericoloso o nocivo, gli altri Stati parte, ivi compreso in modo particolare gli Stati che dispongono d'impianti per l'osservazione e l'inseguimento degli oggetti spaziali, dovranno rispondere nella misura più ampia possibile ad ogni richiesta di assistenza volta all'individuazione di tale oggetto, richiesta che dovrà essere soddisfatta a condizioni eque e ragionevoli e che sarà loro presentata da detto Stato Parte o dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a suo nome. Lo Stato parte che presenta tale richiesta comunica per quanto possibile informazioni circa la data, la natura e le circostanze degli avvenimenti che hanno dato luogo alla richiesta. Le modalità di quest'assistenza saranno oggetto di un accordo fra le Parti interessate.

Articolo VII

1. Nella presente Convenzione, ad eccezione degli articoli da VIII a XII compreso, i riferimenti agli Stati si applicano ad ogni organizzazione internazionale intergovernativa che esercita

attività spaziali, nella misura in cui tale organizzazione dichiara di accettare i diritti e gli obblighi previsti nella presente Convenzione, e se la maggioranza degli Stati membri dell'organizzazione consiste di Stati parte alla presente Convenzione ed al Trattato sui principi che gestiscono le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compresa la luna e gli altri corpi celesti.

2. Gli Stati membri di tale organizzazione che sono Stati parte alla presente Convenzione adottano tutte le disposizioni richieste affinché l'organizzazione effettui una dichiarazione in conformità al paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo VIII

- I. La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York. Ogni Stato che non avrà firmato la presente Convenzione prima della sua entrata in vigore in conformità al paragrafo 3 del presente articolo potrà aderirvi in qualsiasi momento.
2. La presente Convenzione sarà sottoposta alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica e gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.
3. La presente Convenzione entrerà in vigore fra gli Stati che avranno depositato i loro strumenti di ratifica alla data di deposito del quinto strumento di ratifica presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.
4. Per gli Stati i cui strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, quest'ultima entrerà in vigore alla data di deposito dei loro

strumenti di ratifica o di adesione

5. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà senza indugio tutti gli Stati che avranno firmato la presente Convenzione o che vi avranno aderito, circa la data di ciascuna firma, la data di deposito di ciascuno strumento di ratifica della presente Convenzione o di adesione alla presente Convenzione e la data di entrata in vigore della Convenzione, nonché ogni altra comunicazione.

Articolo IX

Ogni Stato parte alla presente Convenzione può sottoporre proposte di emendamenti alla Convenzione. Gli emendamenti entreranno in vigore nei confronti di ciascuno Stato parte alla Convenzione che accetta gli emendamenti, non appena essi saranno stati accettati dalla maggioranza degli Stati parti alla Convenzione ed in seguito, per ciascuno degli altri Stati parte alla Convenzione, alla data di accettazione di tali emendamenti.

Articolo X

Dieci anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, la questione dell'esame della Convenzione sarà iscritta all'ordine del giorno provvisorio dell'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite al fine di esaminare, alla luce dell'applicazione della Convenzione durante il periodo trascorso, se necessiti di una revisione. In ogni caso e come minimo cinque anni dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione, sarà convocata una conferenza degli Stati parti alla presente Convenzione su richiesta di un terzo di detti Stati e con il consenso della maggioranza, al fine di riesaminare la presente Convenzione. Il riesame terrà conto in modo particolare di tutti i progressi tecnici pertinenti, ivi compresi

quelli relativi all'individuazione degli oggetti spaziali.

Articolo XI

Ogni Stato parte alla presente Convenzione può, un anno dopo l'entrata in vigore della Convenzione, comunicare il suo intento di cessare di essere Parte alla stessa, mediante una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Tale notifica avrà effetto un anno dopo la data in cui sarà stata ricevuta.

Articolo XII

La presente Convenzione i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale ne invierà copie debitamente certificate a tutti gli Stati che avranno firmato la Convenzione o che vi hanno aderito.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente abilitati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma a New York, il quattordici gennaio millenovecentosettantacinque.

